

Comment rendre une grève invisible ?

Comment rendre une grève invisible ?

-Depuis jeudi la question des salaires et de l'emploi agite nos musées.

-Depuis jeudi chaque matin des assemblées générales des personnels de la surveillance ont lieu dans le cadre du préavis de grève déposé par les intersyndicales.

-Jeudi, journée de mobilisation fonction publique sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail et la défense des services publics, de nombreux agents à Fontainebleau, Guimet, Louvre, Orsay, Versailles...n'ont pas pris leur poste.

-Vendredi, la mobilisation prend forme pour la revalorisation de l'IAT à 150€ minimum pour tous.

-Samedi, ça continue.

-Jeudi, vendredi, samedi : des assemblées générales se sont tenues, des dizaines d'agents sont dans la grève pour soutenir une revendication que tous les responsables à quelque niveau que ce soit trouve légitime.

Le Louvre et Orsay se sont lancés dans la bataille, Versailles frémit.

La mobilisation est réelle, les effectifs sont insuffisants mais on ouvre quand même.

-Mépris des règles de sécurité, dans une stratégie planifiée

depuis quelques années d'enlever aux agents des établissements la seule arme pour se faire entendre : la grève et le blocage de leur outil de travail. Cette volonté d'afficher les musées ouverts ne pourra camoufler longtemps la colère qui gronde : Oui les agents de surveillance sont des fonctionnaires pauvres et des vacataires qu'on utilise pour les jeter quand ils réclament, oui le seul moyen qu'ils aient jamais eu pour faire entendre leur voix c'est la grève.

-Plutôt que de soutenir les agents dans leur revendication, le directeur de la surveillance du musée du Louvre s'élançait au secours de son collègue d'Orsay pour l'aider à faire barrage à l'« assaut » des agents venus du Louvre. Nous remarquerons quand même que le musée d'Orsay ouvrira gratuitement ses portes aujourd'hui pour compenser la gêne certaine occasionnée par la grève (ouverture partielle). Scrupule que n'a plus depuis longtemps son grand voisin le Louvre. Et tout ça avec l'immobilité du ministère, le conseiller au dialogue social renvoyant aux directeurs d'établissements.

-Paris ne s'étant pas fait en un jour, nous appelons tous les collègues à participer aux assemblées générales programmées dans les établissements pour décider ensemble des formes à donner à la lutte. Et s'ils veulent rendre ce mouvement invisible, nous saurons le rendre plus visible encore en radicalisant notre action.

-Y en a marre d'entendre d'un côté la légitimité de cette revendication reconnue par nos responsables hiérarchiques et l'administration générale du ministère de la culture, et de l'autre côté se trouver face à leur immobilisme et leur mépris.

**Nos 150€ minimum, on nous les doit
on les aura ! ! !**

Des Gardiens de Musées en Colère, le 11 février 2007.